Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

61 | 2020

Dans l'intimité de l'exil

Carmine PINTO, *La guerra per il Mezzogiorno. Italiani, borbonici e briganti, 1860-1870*

Simon Sarlin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rh19/7366>

DOI : 10.4000/rh19.7366

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 300-302

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Simon Sarlin, « Carmine PINTO, *La guerra per il Mezzogiorno. Italiani, borbonici e briganti, 1860-1870* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 61 | 2020, mis en ligne le 20 janvier 2021, consulté le 20 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/7366> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.7366>

Ce document a été généré automatiquement le 20 août 2021.

Tous droits réservés

Carmine PINTO, *La guerra per il Mezzogiorno. Italiani, borbonici e briganti, 1860-1870*

Simon Sarlin

RÉFÉRENCE

Carmine PINTO, *La guerra per il Mezzogiorno. Italiani, borbonici e briganti, 1860-1870*, Bari-Roma, Editori Laterza, 2019, 510 p., 28 €.

- 1 Avant même sa proclamation officielle en mars 1861, le Royaume d'Italie issu du mouvement d'unification nationale fut confronté dans les « provinces napolitaines » à un vaste mouvement de révolte armée. Celle-ci atteignit son acmé entre 1862 et 1864 et ne jeta ses derniers feux qu'à la fin de la décennie. Le conflit mobilisa jusqu'aux deux tiers de l'armée italienne et fit plus de victimes que n'importe laquelle des guerres menées pour le *Risorgimento*. C'est à cette « guerre pour le Mezzogiorno », qui a profondément marqué les débuts de la construction nationale italienne et l'histoire contemporaine du Mezzogiorno, qu'est consacré le livre de Carmine Pinto, professeur d'histoire à l'Université de Salerne, et que l'éditeur Laterza a publié en mai 2019. Véritable *best-seller* dans son domaine, l'ouvrage a épuisé trois tirages avant la fin de l'année, et a bénéficié depuis sa parution d'un grand nombre de présentations publiques dans tout le pays, signe du vif intérêt que cet épisode de l'histoire nationale suscite encore aujourd'hui en Italie, pays qui vient de célébrer le 150^e anniversaire de son unité.
- 2 L'un des ingrédients de ce succès de librairie a certainement consisté dans la capacité de l'auteur à offrir, en quelque 500 pages, une présentation claire et accessible à un large public. Le sujet se prête pourtant difficilement à la synthèse, car la révolte méridionale se caractérise par la grande fragmentation de situations locales et une évolution constante au gré des circonstances politiques intérieures et internationales.

Depuis le livre de Franco Molfese publié en 1964 (*Storia del brigantaggio dopo l'Unità*), personne ne s'était aventuré sur le terrain d'une approche d'ensemble du phénomène, tandis que se sont multipliées depuis les années 1980 et 1990 les monographies locales ou régionales.

- 3 Le principal mérite de ce livre n'est pas seulement de concilier érudition et clarté, mais d'offrir une perspective nouvelle sur l'interprétation de la révolte méridionale. L'auteur prend ses distances face aux interprétations traditionnelles qui voient dans le « brigandage » une révolte fondamentalement socioéconomique, présupposant un rapport de causalité immédiate entre misère rurale, question agraire et opposition au changement politique. Certes, « la société dans laquelle (les brigands) combattirent la guerre était marquée par les caractéristiques propres à l'économie rurale », mais il faut selon C. Pinto se garder de réduire le conflit à une révolte des masses paysannes misérables contre les élites terriennes libérales, motivée par la faim de terre et la rancœur contre les usurpations des grands propriétaires ou la soif de justice sociale. Aucun des camps en présence ne se confond tout à fait avec un « bloc social » : d'un côté les gardes nationales, souvent assimilées à des milices au service de l'élite terrienne, appartenaient ainsi selon l'auteur « à un large spectre de la population méridionale » ; de l'autre, les révoltés provenaient dans leur grande majorité des couches basses de la société rurale (paysans, bergers, journaliers) – 90 % dans la province de Capitanata par exemple – mais la liste des accusés jugés par les tribunaux de guerre comprend aussi une part significative d'artisans ou de notables. Par ailleurs, la guerre pour le *Mezzogiorno* n'a jamais eu pour enjeu un bouleversement de la structure sociale : les bandes armées s'en prenaient aux grands propriétaires mais « ne cherchèrent jamais à détruire l'ordre socioéconomique ni à menacer la structure sociale » en proposant d'occuper et redistribuer les terres. La réalité est éloignée du portrait de chefs de bandes en « justiciers » et « redresseurs de torts », comme ces derniers aimaient à se représenter, ou de la figure du « bandit social » (Éric Hobsbawm) qui feraient d'eux les acteurs d'une forme primitive de lutte des classes rurales subalternes dans des sociétés pré-industrielles et périphériques.
- 4 Le « grand brigandage » qui a ensanglanté l'Italie du Sud pendant une décennie doit donc être lu comme une guerre civile, ce qui a longtemps été refusé ou minoré par l'historiographie. Cela conduit C. Pinto à réévaluer le rôle joué par les acteurs locaux, en montrant comment le conflit a mobilisé de part et d'autre d'amples secteurs de la société méridionale, si bien que « les combattants agissaient dans un vaste terrain de communication entre soutiens de l'un ou l'autre camp ». La contribution active des notables locaux à la répression de la révolte a été largement passée sous silence, alors qu'elle joue un rôle crucial dans l'évolution du conflit, que ce soit à travers l'action des corps locaux de volontaires (Gardes nationales et Gardes mobiles) dont l'intégration à la lutte armée contre le brigandage a été pour l'auteur un « élément décisif » dans la répression, ou à travers les pressions exercées pour une répression toujours plus dure des bandes et leurs critiques répétées face à la « faiblesse » supposée de l'État qui débouchent en 1863 sur la loi Pica (loi d'urgence par laquelle le Parlement italien légalisait des mesures exceptionnelles pour la répression de la révolte). La formation en 1862 de commissions provinciales pour la distribution d'indemnités aux « victimes du brigandage » démontre que, dans l'autre sens, les dirigeants nationaux étaient convaincus de la nécessité d'impliquer les acteurs locaux dans la lutte contre le brigandage, et l'œuvre de ces commissions fut « un instrument fondamental pour encourager l'implication des paramilitaires et des civils ». Le mouvement national a

ainsi fait preuve de sa capacité d'intégration sociale et politique, à travers le conflit, d'une fraction croissante des notables et de la population du *Mezzogiorno*. En organisant la répression des bandes, l'État unitaire a non seulement su s'imposer aux habitants, mais a également permis une acculturation à la politique nationale, même conflictuelle et imparfaite. La guerre contre le brigandage a donc aussi été une guerre de formation de l'État et de la nation.

- 5 En sortant des ornières propres aux vieux débats sur la nature et des causes de la révolte antiunitaire, C. Pinto amène son lecteur vers des perspectives plus neuves qui sont celles des formes du conflit armé, de la violence, du profil et de l'expérience des combattants, des « zones grises » de la guerre, auxquelles l'auteur consacre les pages les plus neuves et passionnantes de son ouvrage, et qui pourront intéresser les historien.nes des violences et des conflits non-conventionnels. La guerre pour le *Mezzogiorno* a été faite non pas de batailles ouvertes et décisives, mais de coups de main, d'embuscades, de razzias, d'assauts corps à corps, soit une forme de combat bien éloignée des autres guerres risorgimentales, le plus souvent sans gloire militaire ni quartiers.
- 6 Décrite en ces termes, la guerre pour le *Mezzogiorno* n'a présenté, ni dans ses formes, ni dans sa violence, un caractère exceptionnel dans l'Europe du XIX^e siècle. Les révoltes contre l'unification nationale dans le *Mezzogiorno* peuvent être vues comme l'épisode conclusif d'une longue histoire de résistance au changement politique dans la péninsule, qui s'est jouée ailleurs en Europe, partout là où la crise de l'Ancien Régime et la naissance d'un nouvel ordre sociopolitique, entre la fin du XVIII^e siècle et celle du siècle suivant, ont produit des conflits violents sous la forme de guerres civiles. L'exemple des guerres de Vendée ou des guerres carlistes auraient pu fournir la matière à d'utiles comparaisons, notamment pour mieux comprendre l'échec relatif de la révolte méridionale, son étiolement progressif à partir de 1864, puis son incapacité à donner naissance à une contre-société régionale comme en Vendée ou en Navarre.